

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA COLAS SUD-OUEST

Avenue Charles Lindbergh
BP 70342
33694 Mérignac

Références : 12-CRARC-2024-143
Code AIOT : 0006803644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement SA COLAS SUD-OUEST implanté La Plaine - les Barrières de Gages 12630 Montrozier. L'inspection a été annoncée le 31/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de la cessation d'activité déclarée à la préfète de l'Aveyron le 24 août 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA COLAS SUD-OUEST
- La Plaine - les Barrières de Gages 12630 Montrozier

- Code AIOT : 0006803644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- De 1931 à 1985, le site est occupé par une usine de fabrication d'émulsion. Le site est occupé par les exploitants d'une ancienne mine : l'usine de Gages ;
- En 1985, l'arrêté préfectoral n°85-1739 daté du 09/07/1985, autorise le groupe COLAS MIDI MEDITERRANEE à exploiter sur le site une unité de production de liants routiers, et une centrale d'enrobage à froid. Une nouvelle usine est construite, ce qui correspond à ce qui a été relevé sur les photographies aériennes historiques ;
- La centrale d'enrobage à chaud (arrêté n°931966 du 30 août 1993) soumise à autorisation, a été mise en place en 1993, et a été arrêté en 2006. La demande de cessation d'activité a été déposée en juin 2009 ;
- En 2008, l'implantation temporaire de la centrale mobile à chaud au lieu-dit « Les Calzérous » sur le territoire de la commune d'ONET LE CHATEAU (arrêté préfectoral n°2006-114-7), a été rapatriée et entreposée sur le site en 2008. La cessation d'activité n'a pas été effectuée ;
- Depuis le 01/01/2009, l'exploitant du site change, et devient COLAS SUD-OUEST.
- L'arrêté du 7 décembre 2018 portant actualisation de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 9 juillet 1985 est le dernier arrêté encadrant les activités du site : installations de production de liants routiers et d'enrobés à froid.
- Le 24 août 2020, l'exploitant a déclaré à la préfète de l'Aveyron son souhait de cesser ses activités.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a notifié le 24 août 2020 son intention de cesser son activité. Cependant le dossier de notification est incomplet. Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les activités autorisées ont bien été arrêtées. Cependant les recommandations de dépollution faite par les prestataires chargés de réaliser les diagnostics des sols n'ont pas été mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Notification de la cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par courrier en daté du 24 août 2020, l'exploitant a notifié à la préfète de l'Aveyron son intention de cesser son activité et a indiqué que <i>"Un dossier de cessation d'activité est en cours avec un usage futur identique à l'existant (type industriel)"</i> . Cette notification a fait l'objet d'un accusé de réception de l'inspection des installations classées en date du 7 octobre 2020 demandant notamment de préciser la date effective de la cessation. Par courriel du 9 décembre 2020, l'inspection a rappelé que le dossier de cessation n'avait toujours pas été transmis à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de préciser la date de mise à l'arrêt définitive de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre, Contenu de la notification
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Dans son courrier du 24 août 2020, l'exploitant indique : <i>" Nous vous informons également que le site sera mis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, soit les éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>les produits dangereux et des déchets présents sur le site seront évacués ou éliminés,</i>

- les accès au site sont et seront interdits et limités
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion sera effectuée,
- une surveillance des effets de l'installation sur son environnement sera établie."

L'inspection constate que la notification ne comporte pas les mesures prises ou prévues pour assurer dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Lors de sa visite du 13 novembre 2024, l'inspection a toutefois constaté l'évacuation des produits dangereux, la limitation effective de l'accès au site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la présence de piézomètres sur le site. L'inspection constate que le site sert de stockage de matériaux de chantier divers (granulats, panneaux de signalisation, cuves vides, ...) qui ne présentent pas de risques pour l'environnement et dont la quantité est inférieures aux rubriques ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un mémoire reprenant l'ensemble des mesures prises et prévues pour assurer, la mise en sécurité du site conformément au II de l'article R.512-39-1 dans sa version du 24 août 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/08/2020, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Atteinte aux intérêts

Prescription contrôlée :

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Dans son courrier du 24 août 2020, l'exploitant indique que :

"Différentes études environnementales vont être entreprises sur notre site. Dès réception des rapports, nous vous les transmettrons conformément à la réglementation en vigueur. Dans un premier temps, veuillez trouver ci-joint, le plan de localisation du site."

L'inspection constate qu'elle n'a pas été destinataire d'une quelconque étude environnementale. Lors de l'inspection du 13 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir mandaté l'entreprise GINGER BURGEAP pour réaliser des diagnostics environnementaux. L'exploitant a présenté une première étude datée du 28 mars 2022 relative au diagnostic environnemental du milieu souterrain et une seconde datée du 8 septembre 2022 relatives aux investigations complémentaires et plan de gestion du site. Ces études ont été transmises à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.

La première étude conclut :

" Les investigations sur les sols ont montré :

- Des anomalies en métaux sur l'ensemble des remblais du site, avec des réponses ponctuelles et notables en arsenic, mercure, plomb et cuivre ;
- Des impacts en hydrocarbures totaux :
 - Les teneurs les plus importantes sont relevées dans les remblais du poste d'enrobé à froid et de la fosse de décantation. Ces impacts s'articulent principalement sur des fractions lourdes (C24-C36), peu volatiles et peu mobiles ;
 - Une réponse notable sur des fractions volatiles C10-C16 est notée sur les argiles sableuses au droit du bâtiment de fabrication d'émulsion entre 1,2 et 2 m de profondeur ;
- Des réponses notables en naphtalène sur 8 échantillons sur les 20 analysés."

Cette étude recommande :

- "D'effectuer un diagnostic complémentaire afin de délimiter les impacts identifiés, notamment les impacts en hydrocarbures ;
- De caractériser la qualité des eaux souterraines à l'aide de 4 piézomètres, de manière à définir si les impacts identifiés sur les sols ont migré dans les eaux souterraines ;
- De caractériser la qualité des gaz des sols au droit du bâtiment de fabrication d'émulsion par la mise en place et le prélèvement d'un piézair ;
- De réaliser un plan de gestion sur la base de l'ensemble des données récoltées, et adapté au futur projet du site (site utilisé ponctuellement pour du stockage de matériel de chantier). Les diagnostics complémentaires devront être adaptés aux usages futurs définis avant la réalisation du plan de gestion."

Les recommandations de cette première étude ont été mises en œuvre par l'exploitant par la réalisation de l'étude complémentaire qui, dans sa synthèse, présente :

- le projet de l'exploitant :

"Le projet d'aménagement communiqué par COLAS, prévoit le maintien du site en l'état (pas de construction prévue à ce stade). A noter que le bâtiment sera semi-ouvert, et que l'ensemble des sols du site resteront recouverts d'enrobé ou de béton. Les usages prévus sont du stockage de matériaux de chantier divers, avec des passages ponctuels de personnel (pas de personnel présent en permanence sur site prévu."

- la qualité des milieux :

"Impacts dispersés sur les sols en HCT C₁₀-C₄₀ et en naphtalène. Les eaux souterraines ne présentent pas d'impact significatif au droit de l'ensemble des ouvrages, et ne présentent pas de panache dissous des impacts relevés sur les sols."

- le plan de gestion :

"Les approches statistiques et le bilan de masse ont permis de définir les seuils de réhabilitation suivants :

- 2 000 mg/kg pour les HCT C₁₀-C₄₀ ;
- 15 mg/kg pour le naphtalène au droit de F11 ;

A ce stade de l'étude, 3 scénarios de gestion sont identifiés :

- Scénario 1 : Excavation des sols sur site (entre 630 et 760 k€) ;
- Scénario 2 : Biodégradation sur site (entre 570 et 680 k€).

Les deux scénarios présentent une note globale similaire proche signe de la faisabilité des deux techniques sur le site. Les différences majeures entre ces deux techniques sont le critère économique, les délais, la technique, et le critère environnemental. Il est recommandé de consulter

les filières d'élimination sur la base des résultats d'analyse pour affiner le prix de traitement hors site et de réaliser des essais en laboratoire pour la traitabilité des pollutions par biodégradation sur site."

- l'analyse des risques résiduels

"L'état environnemental du site est compatible avec l'usage prévu, **après purge des sources concentrées**, en considérant que le personnel ne sera pas présent de manière constante (uniquement des passages ponctuels). En cas de changement de projet, y compris la mise en place un nouveau bâtiment sur les extérieurs du site, cette étude devra être mise à jour en prenant en compte les modalités de construction."

- la conservation de la mémoire

"Dans tous les cas, il sera nécessaire de garder en mémoire la qualité environnementale du site (inscription aux documents d'urbanisme, au règlement de lotissement, à l'acte de vente et/ou au service de la publicité foncière)."

Cette étude présente également des recommandations :

- "Traiter les sources sol concentrées en HCT C₁₀-C₄₀ et naphtalène, correspondantes aux sondages F2, F6, F13, TM1 et TM4 pour les HCT C₁₀-C₄₀, et F11 pour le Naphtalène et aux profondeurs entre 0 et 1 à 2 m pour les HCT, et entre 2 et 3 m pour le naphtalène. Pour cela, nous recommandons de traiter les sols impactés selon l'un des deux scénarios présentés ;
- Conserver le bâtiment actuel pour un usage de stockage de matériel, et sans personnel présent en permanence sur site (uniquement des passages ponctuels) ;
- Respecter les restrictions d'usage émises lors de cette étude."

L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir mis en œuvre la première recommandation de l'étude, à savoir les dépollutions proposées.

Compte-tenu de ces études, l'inspection constate qu'en l'état, l'exploitant n'a pas placé le site dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les recommandations de l'étude complémentaire effectuée par GINGER BURGEAP en date du 8 septembre 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois